

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

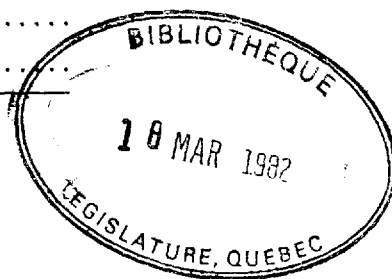
Projet de loi n° 53

**Loi modifiant la Loi sur la Société
québécoise d'initiatives pétrolières**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. YVES DUHAIME

Ministre de l'Énergie et des Ressources

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a essentiellement pour objet d'augmenter de 90 000 000 \$ le fonds social de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.

Cette somme sera versée à SOQUIP par le ministre des Finances au cours des quatre années financières comprises entre le 31 mars 1982 et le 1^{er} avril 1986.

Projet de loi n° 53

Loi modifiant la Loi sur la Société
québécoise d'initiatives pétrolières

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 4 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières (L.R.Q., chapitre S-22), remplacé par l'article 2 du chapitre 27 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

«**4.** Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune.».

2. L'article 9.1 de cette loi, édicté par l'article 4 du chapitre 27 des lois de 1980, est modifié en remplaçant les mots «au paragraphe», dans la septième ligne du deuxième alinéa, par les mots «à l'alinéa».

3. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 9.2 édicté par l'article 4 du chapitre 27 des lois de 1980, de l'article suivant:

«**9.2.1** À la demande de la Société, que cette dernière établit en fonction des sommes requises pour fins de ses investissements, le ministre des Finances paiera en outre à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 90 000 000 \$ pour 1 800 000 actions entièrement acquittées de son capital social, selon les modalités suivantes:

a) au cours de l'année financière 1982-1983, jusqu'à concurrence d'une somme de 15 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

b) au cours de chacune des années financières 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986, jusqu'à concurrence d'une somme de

25 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

Cependant, si la Société demande au cours d'une des années ci-dessus mentionnées une somme inférieure à la somme maximale prévue pour cette même année, la différence entre ces deux sommes pourra faire l'objet d'une demande ultérieure de la Société. Suite à cette demande, le ministre des Finances paiera à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, nonobstant les montants maxima annuels prévus au premier alinéa, la somme demandée pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.».

4. L'article 9.3 de cette loi, édicté par l'article 4 du chapitre 27 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

«**9.3** La Société délivre des certificats d'actions au ministre des Finances en retour des paiements effectués en vertu des articles 9.1, 9.2 et 9.2.1.».

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.